



Les Principes directeurs de l'OCDE et la lutte anti-corruption

Votre communauté subit-elle des préjudices en raison de pots-de-vin ou de corruption impliquant de grandes entreprises ? Pensez-vous que la corruption est utilisée pour abaisser les normes d'un projet de développement préjudiciable à votre communauté ? Les Principes directeurs de l'OCDE peuvent vous aider à lutter contre ces problèmes.

Ce que disent les Principes directeurs de l'OCDE sur la lutte anti-corruption

Les Principes directeurs de l'OCDE reconnaissent que la corruption porte atteinte aux institutions démocratiques, affaiblit la gouvernance d'entreprise, porte atteinte à l'application des normes environnementales et sociales et affecte de manière disproportionnée les groupes marginalisés ou vulnérables. Les entreprises sont censées éviter et remédier aux préjudices liés à toutes les formes de corruption liées à leurs activités. Vous pouvez utiliser les Principes directeurs de l'OCDE pour exiger des entreprises d' :



- Entreprendre une diligence raisonnable en matière de corruption dans le cadre de leurs efforts de prévention et de détection de la corruption.
- Éviter de se livrer à la corruption directement ou par l'intermédiaire d'agents tiers.
- S'engager de manière significative avec la société civile et d'autres parties prenantes pour améliorer la conception et la mise en œuvre de politiques anti-corruption efficaces.
- Créer une culture de prévention de la corruption et d'intégrité, par exemple grâce au soutien explicite et visible de la part des directeurs d'entreprise et des cadres supérieurs.
- Informer les employés sur les politiques anti-corruption.
- Divulguer les cas de corruption ainsi que les mesures prises en réponse.

Conseil

La société civile doit interpréter le chapitre sur la corruption conformément au texte sur le devoir de diligence figurant partout ailleurs dans les Principes directeurs : il s'agit d'appeler les entreprises à prendre des mesures pour lutter contre la corruption et ses effets néfastes. La société civile peut s'appuyer sur les Principes directeurs de l'OCDE sur le devoir de diligence pour une conduite responsable des entreprises, qui préconisent que le devoir de diligence s'attaque aux effets néfastes existants et potentiels de la corruption, y compris en remédiant à ces effets.

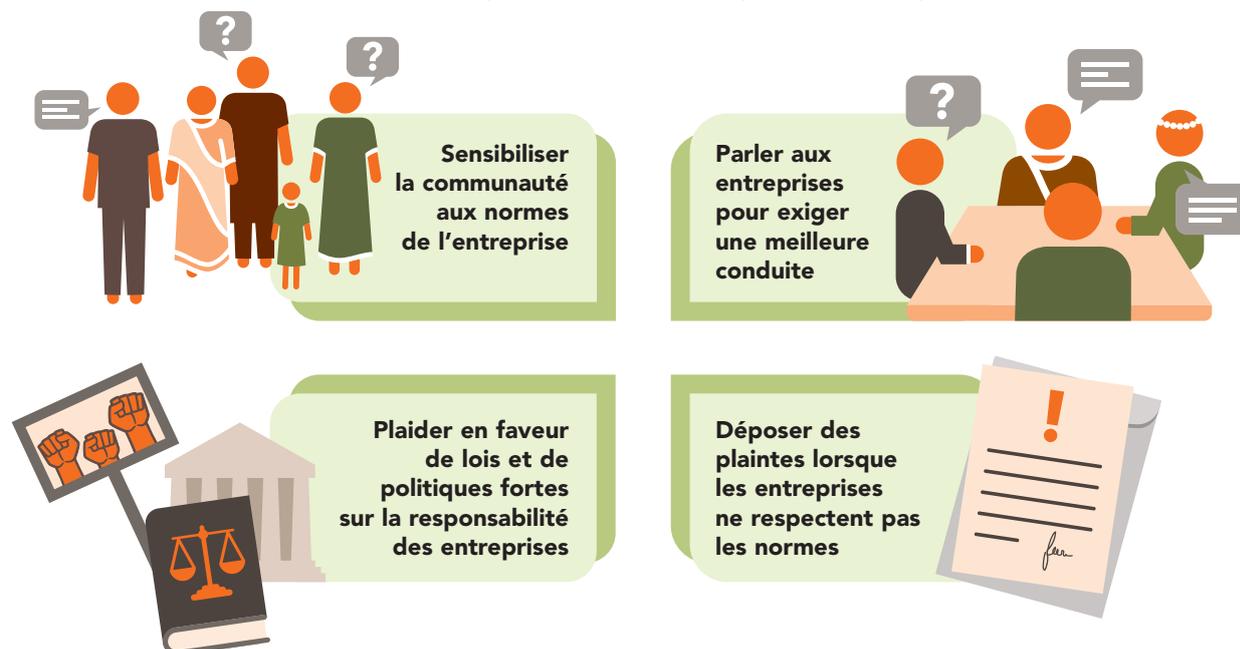
Que sont les Principes directeurs de l'OCDE ?

Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales pour une conduite responsable des entreprises (Principes directeurs de l'OCDE) sont des recommandations des gouvernements aux entreprises sur la manière d'agir de manière responsable. Les Principes directeurs de l'OCDE établissent des normes non contraignantes pour une conduite responsable des entreprises dans une série de questions importantes pour les communautés, telles que les droits de l'homme, les droits des travailleurs et l'environnement, et couvrent également des questions telles que la corruption et la fiscalité.

Les gouvernements qui suivent les Principes directeurs de l'OCDE doivent créer un organisme de plaintes non judiciaire appelé Point de contact national pour une conduite responsable des entreprises, chargé de promouvoir les Principes directeurs et de traiter les plaintes concernant des activités commerciales préjudiciables. Les Principes directeurs établissent de bonnes normes pour toutes les entreprises, mais les plaintes ne peuvent être déposées que contre deux types d'entreprises opérant au-delà des frontières : 1) les entreprises multinationales dont le siège social est dans un pays qui suit les Principes directeurs de l'OCDE, ou 2) les entreprises multinationales opérant dans un pays qui suit les Principes directeurs de l'OCDE.

Comment les Principes directeurs de l'OCDE peuvent-ils aider ?

La société civile peut utiliser les Principes directeurs pour :



À propos d'OECD Watch

OECD Watch est un réseau mondial de la société civile qui compte plus de 130 membres dans plus de 50 pays. Nous nous efforçons de donner aux communautés, aux travailleurs et aux ONG les moyens d'utiliser les Principes directeurs de l'OCDE pour faire en sorte que les activités des entreprises respectent les droits de l'homme et la planète et que les entreprises soient tenues pour responsables des dommages qu'elles causent à travers le monde. OECD Watch aide les communautés et les ONG à déposer des plaintes et à mener des activités de plaidoyer auprès des gouvernements et des entreprises. Nous menons également des recherches et des activités de plaidoyer auprès de l'OCDE et des pays individuels afin d'encourager une mise en œuvre plus efficace des Principes directeurs et un alignement plus étroit entre les Principes directeurs et les lois sur la responsabilité des entreprises. **Besoin d'aide ? Prenez contact avec nous !**

PLUS D'INFORMATIONS

